

LE FREIN MONÉTAIRE...

La révolution russe n'a pas su se dégager de l'emprise monétaire, c'est un fait que nul ne peut nier. Qu'elle ait apporté quelques modifications au système financier du pays, c'est possible. Reste à en examiner les répercussions sur l'économie soviétique et son rebondissement social.

L'argent reste en dernier ressort le maître incontesté de la production, alors que cette dernière devrait être dominée exclusivement pour le besoin de la consommation, la monnaie ne devant servir que de truchement ou véhicule entre eux.

Comme dans le régime capitaliste privé, ce sont les possibilités financières, les disponibilités monétaires du consommateur soviétique qui déterminent la somme de la production et non la satisfaction légitime et possible de ses besoins essentiels. Tel article, - une paire de chaussures par exemple, - peut être abondant, pléthorique même, sur le marché. De nombreux consommateurs peuvent marcher avec des souliers usagés, éculés et troués. Les chaussures resteront dans les magasins si la somme demandée pour en avoir la propriété est au-dessus des moyens du malheureux consommateur.

Il n'y a donc pas crise de surproduction, l'article faisant défaut au consommateur désargenté. Il y a mévente, ou crise de sous-consommation, engendrée par un pouvoir d'achat restreint, insuffisant. L'argent se détourne donc de sa mission; il freine la production en empêchant la consommation.

Les entreprises, en U.R.S.S., n'échappent pas aux effets de ce vice initial: «*Dans une économie collective où la monnaie est maintenue*, écrit M. Roger Cheyrouze (1), et c'est le cas l'U.R.S.S. (pour des raisons excédant le cadre de cette étude) ce n'est pas en nature qu'elles reçoivent ce dont elles besoin, mais en argent» ... «*socialisées ou non, les entreprises doivent disposer, sans attendre la vente des produits, des éléments nécessaires à leur création*». Si les disponibilités financières de ces entreprises, étant restreintes, ne peuvent attendre la rentrée plus ou moins tardive des recettes retardées par un pouvoir d'achat déficient de la masse des consommateurs, c'est la fermeture obligée de l'usine ou de certains de ses ateliers. C'est une branche de l'activité économique du pays arbitrairement réduite.

Le maintien des organismes viciés du capitalisme empêche - ou tout du moins retarde - l'avènement d'un régime plus adéquat aux nécessités de l'époque. Vouloir passer par les filières capitalistes pour construire le régime nouveau, c'est en reculer considérablement la réalisation. Les Soviets ont voulu tout d'abord, financer leur économie par le système des subventions gouvernementales. Mais l'aide ainsi demandée à la plus vicieuse, à la plus réactionnaire institution de l'actuel régime, à la monnaie dont les vices restaient intacts, , inchangés, non-réformés, exigeait alors que «*l'édification du socialisme*, écrit encore M. Cheyrouze, était une œuvre de longue haleine, où la réorganisation du crédit jouerait un rôle éminent». C'est retomber dans l'erreur et les impossibilités citées plus haut. C'est entériner la prédominance de la Production, sur la Consommation, parcourir à nouveau le chemin que suivit le capitalisme tsariste et qui le mena à la tombe.

Le... «*rôle éminent du crédit*» pourrait, si toutes les conditions de sécurité concernant l'indépendance de l'économie étaient possible - ce qui est aussi impossible que la quadrature du cercle - se comprendre et à cette condition cependant, à l'intérieur de l'U.R.S.S. même. Mais elle nécessite fatallement des ressources en devises étrangères ou en or pour les échanges internationaux et exige, par conséquent, les mêmes procédés pour s'en procurer que ceux utilisés par le capitalisme privé.

Les Soviets lancent des emprunts de plus en plus rapprochés: ce n'est pas tant la faute de la guerre que

(1) Cahiers Économie soviétique n°5, «*Le Crédit en U.R.S.S.*», p.2.

de la structure même du régime russe. Le ministre des Finances soviétique, A. Zverev, vient encore d'en émettre un de 20 milliards de roubles, ou 488 milliards de francs, destiné, dit-il... «à consolider la puissance économique et militaire du pays...» (2). Tout comme dans les pays capitalistes, cet emprunt «... est affranchi des impôts d'État et locaux...», ce qui revient à dire que le contribuable, assez misérable pour ne pouvoir souscrire, paiera cependant le service de l'emprunt, intérêts et lots fort lucratifs pour les bénéficiaires argentés.

La recherche des devises fait de l'U.R.S.S. un mendiant qui attend plus d'un an à la porte des U.S.A. le bon vouloir de ces derniers pour l'attribution d'un crédit d'un milliard de dollars. La Grande-Bretagne, avec une désinvolture dédaigneuse, lui a offert 30 millions de livres sterling, ou 120 millions de dollars. L'aumône était d'ailleurs accompagnées d'exigences économiques insoutenables. S'adressant alors aux industriels anglais eux-mêmes, la délégation soviétique à Londres, imploré leurs produits, sur la base d'un paiement au comptant de 15% avec remboursement à long terme du reste.

Plus heureuse en Suède, l'U.R.S.S. reçoit des capitalistes de ce pays un crédit d'un milliard de couronnes, réparti sur cinq années, et consistant en marchandises. L'Argentine, en dépit de ses tendances fascistes, est pressentie obséquieusement et la Suisse, dont les Alliés exigeaient la punition des inscrits sur la «*Liste noire*» des collaborateurs du nazisme, est délivrée de cette contrainte par l'U.R.S.S. la première, suivie des autres alliés, pour permettre l'aboutissement d'un crédit helvétique.

«*L'U.R.S.S. possède bien, on le sait, une réserve d'or extrêmement importante, mais les besoins de sa reconstruction son pratiquement illimités, tandis qu'il est intéressant pour l'U.R.S.S. de conserver d'important stocke d'or. Aussi a-t-elle décidé de ne payer en or que les achats absolument indispensables* (3)».

En juin dernier, le vapeur russe Cheliouskiné a transporté à New-York 2.500.000 dollars d'or et le Setrobetz 3 millions à Londres. Un troisième navire a enfin amené à New-York un nouveau chargement de 2.500.000 dollars d'or, soit un total de 960 millions de francs en or.

Les diverses mesures que l'emploi sans réformes profondes de la monnaie, a rendu indispensables, et qui concernent, nous l'avons vu, les entreprises soviétiques et les emprunteurs intérieurs et extérieurs, freinent dangereusement l'essor de l'économie russe.

Les obligations extérieures qu'entraîne l'utilisation des devises, irritent et inquiètent les responsables soviétiques. Mais les succès obtenus par les délégations russes suscitent les mêmes sentiments auprès du gouvernement et des industriels américains. C'est le début d'un enchaînement incoercible, c'est l'entrée dans un cercle vicieux de suspicieux réciproques légitimes, génératrices de déclarations belliqueuses et événements fort graves en leurs conséquences et dont les rapports matériels sur le plan mondial feront l'objet du prochain article.

Marcel LEPOIL.

(2) Cahiers Économie soviétique n°5, «*L'Emprunt en U.R.S.S.*», p.20.

(3) Cahiers Économie soviétique n°5, «*Relations en U.R.S.S.*», p.35.